



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (Trotskyiste)

RENAULT LE MANS

LA LUTTE D'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL EST UNE NÉCESSITÉ

23/10/2017

Le budget de la Sécurité sociale est discuté à l'Assemblée nationale cette semaine et le gouvernement a annoncé qu'il allait réduire son déficit de trois milliards d'euros. Comment ? En prenant dans les poches des travailleurs, en réduisant ce à quoi ils ont droit quand ils sont accidentés, malades ou retraités.

Il augmente la CSG pour les salariés et pour les retraités. Il augmente le prix du forfait hospitalier de 18 à 20 euros par jour. Et il réduit les dépenses de l'assurance-maladie. Il dérembourse des médicaments. Il coupe dans les budgets des hôpitaux alors que les urgences et bien des services sont surchargés en permanence. Il supprime des lits d'hôpitaux « *qui ne servent à rien* », comme a osé le dire la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, alors que dans bien des hôpitaux les malades sont poussés dehors à peine convalescents, justement à cause du manque de lits.

Puis, la ministre de la Santé veut faire la chasse aux malades exactement comme la ministre du Travail veut faire la chasse aux chômeurs. La pression des contrôleurs de la Sécurité sociale va s'ajouter à la peur du licenciement pour pousser encore plus de travailleurs à retourner au travail alors qu'ils sont encore malades ou pas remis de leur accident.

À quoi serviront ces milliards économisés ? À alléger le peu d'impôts que les capitalistes payent au regard de leur fortune ! Vendredi dernier, la fin de l'impôt sur la fortune, l'ISF, a été votée au Parlement ainsi qu'une baisse des taxes sur les revenus du capital. Au total, c'est un cadeau de 4,5 milliards d'euros pour les plus riches. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a dit les choses très clairement : en parlant des mille plus grosses fortunes du pays, il a déclaré, « *aujourd'hui [ils] paient 400 millions d'euros d'ISF. Nous allons leur rendre ces 400 millions d'euros* ». Pour ces milliardaires ou multi-millionnaires, ce ne sera qu'une goutte d'eau dans la piscine de leur fortune, mais c'est tout un symbole.

Après les ordonnances Macron contre la législation du travail, les mesures antiouvrières du gouvernement se succèdent. Et cela continuera sauf si nous y mettons un coup d'arrêt.

Depuis le mois de septembre, il y a eu des

journées d'action où le monde du travail a été appelé à faire entendre sa protestation. À chaque fois, il y a eu des grèves et des manifestations. En plus de ces journées, plusieurs catégories de travailleurs se sont mobilisées contre cette politique gouvernementale : ceux de la Fonction publique, les routiers, les dockers et d'autres encore. Le gouvernement a dû concéder aux routiers puis aux dockers que ses ordonnances ne s'appliqueront pas à eux. Leurs conventions collectives resteront la base de leurs contrats de travail.

Cela n'empêche pas le grand patronat, le gouvernement et les médias qui relaient leur point de vue de ricaner sur le fait qu'il n'y a pas eu de mobilisation ouvrière d'ampleur capable de leur faire vraiment peur. Ils peuvent rire, mais tôt ou tard, une de leurs provocations, une des plus marginales peut-être, allumera la mèche de l'explosion sociale.

Leur « ouf » de soulagement après chaque journée d'action syndicale montre qu'ils craignent la réaction ouvrière. C'est cette crainte qui est la cause, dans toutes les entreprises, des mesures répressives et vexatoires qui visent à intimider les travailleurs. Le patronat voudrait casser ceux qui relèvent la tête car il sait que l'aggravation de l'exploitation peut provoquer des révoltes sociales.

Le grand patronat et le gouvernement voudraient que la classe ouvrière soit à leurs pieds, obéissante, matée. Car ils savent que collectivement elle représente une force immense qui peut mettre en échec tous leurs projets. Pour l'instant, notre force collective ne s'est pas réellement manifestée et nos adversaires le savent. Il ne s'agit pas d'être optimiste ou pessimiste en se demandant quand viendra une réaction générale du camp des travailleurs. Ce genre de mouvement surprend tout le monde quand il surgit, à commencer par ceux qui se révoltent.

La moindre réaction collective à l'échelle d'une entreprise, les petits débrayages ou les journées d'action, toutes ces mobilisations font partie d'un combat général entre le camp des travailleurs et celui de la bourgeoisie. Quand la nécessité d'unir nos forces s'imposera, nous ferons reculer nos ennemis bien au-delà de ce qui peut apparaître possible aujourd'hui.

Imp. Spé. LO

LE ROI DU PIPEAU

Dans le dernier « Liaisons », le directeur y va de son petit speech. D'après lui, « l'usine est un lieu plus sûr où il fait bon travailler » etc.

Bref, à le lire on se croirait dans le monde des bisounours où tout le monde est heureux.

On savait déjà que c'était un fan de peinture, maintenant on sait qu'il est doué aussi pour... nous jouer de la flûte.

CHÔMAGE DÉGUISÉ

La semaine prochaine, une bonne partie de l'usine sera en congé collectif de 1 à 4 jours selon les secteurs ou les lignes. Cette annonce fait suite à une baisse d'activité à Douai et à Flins.

Évidemment, avec les vacances scolaires, pour beaucoup ça tombe bien et ça permet de souffler.

Cela dit, on n'oublie pas que c'est du chômage que la direction nous fait payer avec nos RTT.

Alors qu'elle ne compte pas qu'on lui dise merci !

DE PIRE EN PIRE

Avec la fermeture du HH1, toute l'activité de cette gare routière s'est retrouvée au ZZ. Résultat des courses, encore plus de circulation et donc encore plus de risque d'accidents.

La direction parle beaucoup de sécurité mais elle reste sourde à tout ce qu'on lui remonte sur le sujet. À croire qu'elle attend un accident grave pour faire quelque chose !

Eh bien pour notre propre sécurité, lever le pied s'impose, les camions peuvent attendre, la sécurité non !

ET NOS SALAIRES ?

Ghosn veut doubler les dividendes versés aux actionnaires d'ici 2022 : les faire passer de 7 % du résultat net à 15 %.

Pour rappel, le montant des dividendes frôlait le milliard l'année passée.

Il n'y a pas que les oies qui sont gavées...

PAR ICI LA GALETTE

660 000 euros de subventions à Claas Tractor ont été votés par Le Mans Métropole il y a 15 jours.

2 millions d'euros d'aides avaient déjà été votés par la Région en juillet.

C'est toujours ça de gagné pour un leader mondial du machinisme agricole comme Claas qui en échange, ne s'engagerait à maintenir l'emploi que jusqu'en... 2020. Et après ?

Tout le monde sait que les promesses (surtout patronales) n'engagent que ceux qui y croient...

Mais qu'à cela ne tienne, les politiciens de gauche et de droite sont toujours prêts à déverser l'argent public dans les caisses du grand patronat.

AUGMENTEZ LES SALAIRES

La semaine dernière, au Tracteur, nous avons débrayé nombreux pour nos salaires. Tout a été arrêté.

La direction a lâché finalement 1 % d'AGS et des AI (de 1,4 % à 2,2 %) pour 90 % du personnel.

C'est toujours mieux que l'année passée pensent un certain nombre d'entre nous.

Mais, il faut bien voir qu'au final, cette augmentation ne représente même pas le montant de la subvention versée par Le Mans Métropole à Claas.

Alors oui, un jour ou l'autre, il faudra faire payer à la direction tout ce qu'elle nous doit.

LA SÉCURITÉ OUI...

MAIS QUAND ELLE VEUT, ET OÙ ELLE VEUT

À NTN Allonnes, il y a près de six mois un cadre s'est fait écraser le pied par un emballage transporté par un car à fourches en traversant une allée encombrée.

Suite à cela, la direction s'est enfin décidée à baisser les vitesses dans les zones dangereuses et aux intersections et à munir les engins de fourches antidérapantes. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle a pris son temps !

En revanche, on attend toujours que le bazar qui gêne la visibilité soit enlevé des allées piétonnes.

Qu'il y ait des zones dangereuses n'a pas l'air de déranger la direction ou alors elle attend un nouvel accident ?

LA NOUVELLE RÉCOLTE DES PRUNES

À partir du 1er janvier, la loi prévoit que ce seront les villes qui fixeront le montant des PV pour stationnement ainsi que les tarifs des horodateurs. Certaines villes prévoient déjà des augmentations carabinées.

L'État qui ne cesse de subventionner le patronat étrangle les municipalités, lesquelles cherchent à compenser le manque à gagner. En définitive, les automobilistes payeront leurs amendes... au profit du patronat !

LA MINISTRE DE LA SANTÉ EST MALADE

Pour justifier les économies qu'elle a décidé de faire sur le budget de la Sécurité sociale, la ministre de la Santé a déclaré au *Journal du Dimanche* que « 30 % des dépenses de l'assurance-maladie ne sont pas pertinentes ». Et d'ajouter « nous allons fermer les lits qui ne servent à rien » et « lutter contre les opérations inutiles ». Il fallait oser !

Tout le monde sait que les services d'urgence et d'hospitalisation sont débordés.

Mais pour la ministre, la santé ce n'est pas une affaire de malades mais de gros sous.